

La Belgique complice de la famine à Madagascar ?



Photo par kate053 - CC BY-SA 2.0

Renaud Vivien

Août 2021

Juillet 2021. De terribles inondations frappent plusieurs pays européens, dont la Belgique, causant des dizaines de morts, des disparitions et des dégâts matériels estimés à plusieurs milliards d'euros rien qu'en région wallonne. À des milliers de kilomètres, à Madagascar, une autre catastrophe est en cours. Sauf qu'à l'inverse de la Belgique, ce ne sont pas les inondations qui tuent mais la sécheresse. Il n'a pas plu depuis trois ans dans le sud de ce pays entraînant sécheresse et famine. Dans ces deux pays, inondations et sécheresse sont la conséquence d'une même cause : le réchauffement climatique.

La famine à Madagascar : une « crise invisible »

Madagascar passe largement sous le radar médiatique alors qu'une catastrophe humanitaire est en train de s'y produire. **Dans le sud du pays, plus d'un million de personnes sont menacées par la famine.** Le Programme alimentaire mondial (PAM), la plus grande agence humanitaire d'aide alimentaire liée à l'ONU, affirme que ce nombre pourrait même doubler dans les mois à venir. Chez les enfants de moins de cinq ans, le taux de malnutrition aiguë globale a presque doublé au cours des quatre derniers mois¹.

Cette « *crise invisible* », comme la nomme le directeur exécutif du PAM qui s'est rendu sur place, produit des scènes insoutenables « *ressemblant à ce que vous voyez dans un film d'horreur*² ». Certain.es Malgaches habitant dans l'extrême sud du pays sont contraints de manger des criquets, des feuilles de cactus et même de la boue.

Madagascar n'est pas un cas isolé. **La faim dans le monde a explosé en 2020, avec six fois plus de personnes qu'en 2019 vivant « dans des conditions proches de la famine », selon un récent rapport d'Oxfam**³. Au total, 155 millions d'êtres humains sont désormais en situation de crise alimentaire, soit l'équivalent de la population de la France, l'Allemagne et la Belgique réunies. Selon ce rapport, les trois causes sont les conflits, le COVID-19 et le réchauffement climatique. Madagascar est d'ailleurs le premier pays à être confronté à une famine liée au réchauffement climatique, selon l'ONU.

Le premier pays confronté à une famine liée au réchauffement climatique

Madagascar a connu une série de sécheresses successives depuis 2014, dont deux consécutives, entraînant de mauvaises récoltes dans un pays où l'écrasante majorité des personnes vivant en zones rurales sont dépendantes des activités agricoles et d'élevage pour assurer leur survie⁴. **C'est cette situation de sécheresse liée directement au réchauffement climatique qui est la cause la famine.**

Comme le déclare le directeur exécutif du PAM, « *ces gens n'ont contribué en rien au changement climatique et ils en prennent l'entier fardeau à l'heure actuelle*⁵ ». Autrement dit,

¹ <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1098762>

² <https://news.un.org/fr/story/2021/06/1098762>

³ [The Hunger Virus Multiplies | Oxfam \(oxfamamerica.org\)](https://www.oxfamamerica.org)

⁴ <https://www.cetri.be/Tour-d-horizon-de-la-problematique>

⁵ [Madagascar frappé par la première famine due au réchauffement climatique, selon l'ONU \(france24.com\)](https://www.france24.com/fr/madagascar/20210707-madagascar-frappe-par-la-premiere-famine-due-au-rechauffement-climatique-selon-l-onu)

le peuple malgache paie le prix fort de l'injustice climatique qui trouve sa source principale dans le système capitaliste mondialisé qui ne profite qu'à une minorité de personnes en même temps qu'il détruit l'environnement et dérègle le climat. Par ses activités de production et d'exploitation guidées par le profit immédiat, ce système, dont les multinationales sont les principales actrices, produit année après année des émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent la planète et dont les premières victimes sont les populations situées dans les pays appauvris du Sud.

Si Madagascar est le premier pays à subir une famine du fait du réchauffement climatique, d'autres pays pourraient rapidement suivre. **La sécheresse représente même pour l'ONU la prochaine pandémie.** « *La sécheresse est sur le point de devenir la prochaine pandémie et il n'y a pas de vaccin pour la guérir* », a déclaré la représentante spéciale de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe en juin 2021⁶.

Il n'y a pas de fatalité : la Belgique peut agir !

Face à ces famines, la Belgique dispose de leviers politiques et économiques pour agir immédiatement et à moyen terme. Les mesures d'urgence passent par la libération immédiate de moyens financiers. Pour venir en aide aux 41 millions de personnes exposées à la famine, le PAM indique avoir besoin d'environ 6 milliards de dollars⁷. Cet appel pour obtenir ces fonds n'est pour l'instant pas suivi d'effet alors que les montant demandés apparaissent ridicules en comparaison avec d'autres dépenses effectués par les pays riches.

Par exemple, les 6 milliards de dollars dont les populations ont urgemment besoin ne représentent que 0,2% des 3 000 milliards d'argent public dépensés par les gouvernements des pays du Nord pour les sauvetages bancaires en 2007-2008.

Renoncer au paiement de certaines dettes pour répondre immédiatement aux crises alimentaires

De plus, ces 6 milliards ne pèsent pas grand-chose par rapport à ce que ces mêmes pays appauvris remboursent « coûte que coûte » (même en période de crise et de pandémie) à leurs créanciers du Nord : États créanciers - dont la Belgique -, banques privées et institutions financières internationales dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

En 2021, les remboursements prévus à ces créanciers de la part des pays appauvris s'élèvent à 350 milliards de dollars. C'est 58 fois ce que l'ONU demande pour éviter les famines ! Le seul remboursement prévu cette année aux banques multilatérales de développement comme la Banque mondiale se chiffre à 61 milliards de dollars, dont 14 milliards correspondent au paiement des seuls intérêts sur la dette... **Même en temps de crise, la Banque mondiale,**

⁶ <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/eau/isr-rse/la-prochaine-pandemie-sera-celle-de-la-secheresse-previent-l-onu-149938.html>

Ces propos s'appuient sur un rapport publié le 17 juin dernier à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse disponible sur ce lien: https://www.undrr.org/gar2021-drought?utm_source=Twitter&utm_campaign=PreventionSavesLives

⁷ <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/le-pam-alerte-41-millions-de-personnes-sont-exposees-un-risque-imminent-de>

qui est une organisation internationale censée œuvrer contre la pauvreté, ne renonce donc pas au paiement des intérêts !

Concernant Madagascar, seulement 78 millions de dollars sont demandés à la « communauté internationale » pour fournir des denrées alimentaires vitales pendant la prochaine période de soudure. Or, dans le même temps, **les créanciers étrangers devraient prélever, en 2021, 148 millions de dollars sur le budget malgache⁸, soit presque le double de ce que demande l'ONU pour agir maintenant contre la crise alimentaire !** Sur ces 148 millions de dollars, 57 millions de dollars sont destinées à la seule Banque mondiale, au sein de laquelle la Belgique est particulièrement bien représentée⁹.

Compte tenu de l'urgence de la situation, **la Belgique doit au minimum plaider, lors des prochaines réunions du FMI et de la Banque mondiale prévues en octobre 2021, pour la suspension immédiate du paiement des dettes dues à ces deux institutions et l'annulation des intérêts¹⁰.** C'est ce que demandent Entraide et Fraternité et d'autres organisations de la société civile dans une pétition disponible sur : <https://annulerladette.be/>

Changer radicalement les règles du commerce international

En plus de ces mesures d'urgence, il est crucial que la Belgique agisse de manière cohérente dans la lutte contre le réchauffement climatique, en s'engageant dans le changement radical des règles du commerce international. En effet, **la lutte contre le changement climatique implique nécessairement de réguler le commerce international qui est à l'origine de plus de 30% des émissions de gaz à effet de serre¹¹.**

Cette régulation passe par **l'établissement de règles internationales contraignantes pour les entreprises afin que ces dernières soient (enfin) obligées de respecter les droits humains et l'environnement.** Sur ce point, un projet de traité international est en cours de négociation à l'ONU depuis 2014... sauf que les négociations sont quasiment bloquées. L'Union européenne et ses États membres (dont la Belgique) y ont une large part de responsabilité car ils restent en retrait de ces négociations. La Belgique devrait dès lors

⁸ <https://datatopics.worldbank.org/dssitables/monthly/MDG> Précisons également que Madagascar participe à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) lancée par le G20. Cette initiative ne concerne qu'au maximum 73 pays et n'a couvert que 1,66 % des remboursements dus par tous les pays en développement en 2020. Elle n'inclut pour le moment ni les créanciers multilatéraux comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement ni les créanciers privés. Comme il s'agit pour le moment d'un simple moratoire, les montants suspendus devraient, en l'état actuel, être remboursés à partir de 2022. Dans le cas de Madagascar, ses paiements aux créanciers officiels bilatéraux n'ont été suspendus qu'au mois de novembre en raison de retards administratifs. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/475961608066887461/pdf/Madagascar-Economic-Update-Setting-a-Course-for-Recovery.pdf>

⁹ La Belgique dispose ainsi, au nom d'un groupe de pays, d'un siège d'administrateur au FMI et d'un siège d'administrateur suppléant à la Banque mondiale. De plus, elle se trouve dans les groupes de pays qui pèsent le plus, en termes de droits de vote au sein de ces deux organisations. Elle est par ailleurs actionnaire de toutes les banques régionales de développement et membre fondatrice du Club de Paris. Parmi tous les fora et autres organisations internationales pertinentes dans le débat, elle est exclue uniquement du G20, tout en y étant représentée via l'Union européenne.

¹⁰ <https://www.entraide.be/pourquoi-la-belgique-doit-plaider-pour-l-annulation-des-creances-de-la-banque>

¹¹ Wiedmann T., Lenzen M. May 2018. "Environmental and social footprints of international trade". Nature Geoscience, vol. 11, p. 314-5.

changer de posture pour s'engager véritablement dans ces discussions lors de la prochaine session à Genève prévue en octobre 2021.

Car, aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'existe à ce jour aucune règle internationale contraignante pour les multinationales alors que, dans le même temps, il existe plus de 3000 accords de libre-échange et de protection des investissements qui donnent à ces entreprises le droit d'attaquer les États devant des tribunaux d'arbitrage privés lorsque des lois sont votées et qu'elles ont pour effet de réduire les profits futurs espérés par ces entreprises !

Parmi ces nombreux accords économiques, **on trouve le Traité sur la Charte de l'énergie (TCE) dont la Belgique est signataire. Ce traité présente la particularité d'être totalement incompatible avec l'Accord de Paris et donc d'accélérer le réchauffement climatique.** En effet, le TCE permet à l'industrie fossile de demander à des arbitres privés le versement de milliards d'euros de compensation à charge des États (donc des contribuables), lorsque ces derniers adoptent par exemple des législations interdisant le forage pétrolier, mettent fin aux subventions publiques pour l'industrie des énergies fossiles ou encore décident de fermer des centrales à charbon¹². Les montants demandés sont tellement importants que la seule menace suffit souvent à dissuader les pouvoirs publics de prendre des mesures ambitieuses dans le secteur énergétique¹³. La Belgique devrait dès lors sortir au plus vite de ce traité climaticide comme la France et l'Espagne envisagent de le faire.

Plus d'agroécologie, moins d'agro-industrie

Pour nourrir l'humanité et soutenir la paysannerie en lui permettant de vivre dignement tout en préservant l'écosystème, il est essentiel que les gouvernements augmentent la part de leur aide publique au développement dédiée au financement de projets agroécologiques. Toutefois, **un tel financement ne sera efficace que si, dans le même temps, les gouvernements du Sud comme du Nord cessent de soutenir l'agro-industrie via la conclusion d'accords de commerce qui libéralisent le secteur agricole comme prévoit de le faire l'Accord entre l'Union européenne et le MERCOSUR**¹⁴. Si cet accord (sur lequel le gouvernement fédéral ne s'est toujours pas positionné) venait à être appliqué, il augmenterait encore la déforestation en Amérique latine, entraînant une accélération du réchauffement climatique. Soulignons que 80% de la déforestation au niveau mondial est imputable à l'agriculture industrielle¹⁵. Ce type d'agriculture est largement orienté vers les exportations, au détriment de l'agriculture paysanne qui nourrit les populations locales.

C'est pourtant ce modèle agro-industriel que le gouvernement malgache entend renforcer. Dans ce qu'il appelle « *la nouvelle stratégie nationale de l'agribusiness* », le gouvernement prévoit d'affecter, dans les dix prochaines années, quatre millions d'hectares de terres au secteur privé, dont les multinationales qui bénéficieraient d'importantes exonérations fiscales¹⁶. **Cette surface dédiée à l'agro-industrie est gigantesque puisqu'elle dépasse la**

¹² <https://www.entraide.be/climat-et-energie-qu-attend-la-belgique-pour-changer-de-strategie>

¹³ Par exemple, en France, le projet de loi mettant fin à l'exploitation des hydrocarbures à l'horizon 2040 a été vidé de sa substance en 2017 après que la société canadienne Vermillion ait menacé de recourir au TCE pour attaquer l'Etat français devant un tribunal d'arbitrage.

¹⁴ <https://www.entraide.be/le-parcours-du-combattant-de-l-accord-ue-mercosur>

¹⁵ [Etude-Commerce-et-justice-climatique.pdf \(oxfamagasinsdumonde.be\), p. 43.](https://www.entraide.be/le-parcours-du-combattant-de-l-accord-ue-mercosur)

¹⁶ https://www.farmlandgrab.org/uploads/attachment/Pire_que_le_projet_Daewoo_la_strat%c3%a9gie_nationale_de_l_agribusiness.pdf

totalité des terres cultivées par les paysans malgaches sur l'ensemble de l'île, mettant ainsi à mal la mise en œuvre d'alternatives agroécologiques.

Fort heureusement, **ce projet politique à grande échelle suscite d'importantes résistances de la société civile, dont les partenaires d'Entraide et Fraternité¹⁷. Plus que jamais, la réponse à la crise alimentaire se trouve dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de souveraineté alimentaire associant les paysans et les paysannes.** Nos partenaires travaillent dans ce sens et ont même remporté une victoire importante depuis la dernière campagne d'Entraide et Fraternité sur Madagascar en 2016, en obtenant des pouvoirs publics plus de 11 124 certificats fonciers au profit de paysans et paysannes. Ce qui a pour effet d'augmenter leur protection juridique face à des accaparements de terres par le secteur privé.

En 2022, Entraide et Fraternité mènera avec ses partenaires une nouvelle campagne sur Madagascar en mettant à nu les complicités entre les bailleurs de fonds internationaux dont fait partie la Belgique et le gouvernement malgache dans leur soutien à l'agrobusiness.

¹⁷ Les 4 partenaires d'E&F à Madagascar sont : Centre de Promotion rurale Saint-Benoît (CSB), Caritas Antsirabe, la Coalition paysanne de Madagascar et BIMTT, une organisation de service aux associations d'église.